

Initiatives ministérielles

Je serais heureux de répondre à toute question que les attachés de recherche des libéraux pourrait avoir si un des députés voulait m'en faire la lecture.

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles): Monsieur le Président, le député sait fort bien que ses allégations sont incorrectes.

Comme j'avais commencé à le dire au cours de mon intervention, qui a malheureusement été interrompue parce que j'ai manqué de temps, la gestion financière du gouvernement pose toutes sortes de problèmes. Je n'ai pu aborder cette question tout à l'heure, avant d'être interrompu, alors permettez-moi de rappeler au député quelques faits.

Dans le rapport intitulé *Une nouvelle direction pour le Canada: Un programme de renouveau économique*, j'imagine qu'il n'a pas un exemplaire de ce torchon que le ministre des Finances a déposé à la Chambre le 8 novembre 1984. Cela se passait peu après les élections, le député s'en souviendra, et l'ouvrage devait nous expliquer ce que le gouvernement conservateur allait faire pour les Canadiens.

On disait, dans cet ouvrage, que si on ne modifiait pas les politiques en vigueur à l'époque, la situation dans certains domaines s'envenimerait considérablement. On prédisait que le déficit fédéral atteindrait 37,3 milliards de dollars en 1990-1991 si on ne prenait aucune mesure corrective. Aujourd'hui, on prévoit que le déficit s'élèvera à 28 milliards. Mais avec les taux d'intérêt qui ne cessent de grimper, nous savons que le déficit sera un peu plus élevé. Il atteindra tout près des 37 milliards qu'on a prédits si le gouvernement ne faisait rien.

Mais on ne peut pas dire que le gouvernement n'a rien fait, monsieur le Président. Il a augmenté les impôts à 31 reprises. Il avait également promis de contrôler les dépenses pour pouvoir résorber le déficit. Nous savons que les dépenses des programmes ont affiché des hausses notables de 4,6 p. 100 en 1986-1987, de 7,6 p. 100 en 1987-1988, de 3,1 p. 100 en 1988-1989. Cette année, les dépenses des programmes devraient augmenter. . .

M. Richardson: Elles n'ont pas augmenté cette année.

M. Milliken: Oui. Les dépenses des programmes. Le gouvernement ne tient pas compte de l'augmentation du service de la dette. Par ailleurs, il avait prévu que les dépenses des programmes, grâce au budget préconisant le statu quo, atteindraient 103 milliards de dollars en 1990-1991. C'est ce que le ministre des Finances qualifiait de catastrophique, d'absolument terrifiant, en 1984.

Pourtant, selon le programme du gouvernement, les dépenses s'établiront à 109 milliards. Comment se fait-il qu'elles aient tant augmenté?

C'est ce qui devait arriver dans le pire des cas, si le gouvernement ne faisait rien. Il a fait quelque chose. Il a bâclé le travail, voilà ce qu'il a fait. Le gouvernement a haussé les taxes; il a taxé les Canadiens à fond et il n'a encore rien fait pour contenir les dépenses gouvernementales.

Par ailleurs, le gouvernement a prédit que les recettes de l'État, dans le pire des cas et si rien n'était fait, atteindraient 100 milliards de dollars d'ici 1990-1991. Si l'on s'en tient au plan actuel, elles doivent atteindre 120 milliards. Que s'est-il passé? Il s'agissait de prévisions de ce qu'il adviendrait dans le pire des cas. Il s'avère que tout est pire que prévu. Pourquoi? J'avance que c'est parce que le ministre des Finances est un incompetent. Il devrait démissionner et laisser quelqu'un d'autre administrer les finances du pays. Le député n'est-il pas d'accord avec moi?

M. Richardson: Monsieur le Président, il est difficile de ne pas rire en écoutant cet humoriste du Parti libéral. Il a l'audace de prétendre que ce ministre des Finances est incompetent. Je tiens à faire remarquer que le ministre des Finances libéral, devenu plus tard chef du Parti libéral et très brièvement premier ministre du Canada, a augmenté de 24 p. 100 les dépenses en une seule année. Il ose maintenant critiquer Michael Wilson pour une hausse budgétaire de 3,1 p. 100 cette année, voire demander sa démission. C'est consigné au compte rendu.

Monsieur le Président, vous venez tout juste de l'entendre critiquer le ministre des Finances du gouvernement conservateur pour une augmentation de 3,1 p. 100. Ces critiques proviennent d'un parti responsable d'augmentations des dépenses de 17,9 p. 100 en moyenne durant cinq ans, de 10 p. 100 au cours des cinq années suivantes et de 14,1 p. 100 pendant les cinq dernières années de son gouvernement. Le député n'en a pas moins l'audace de demander la démission du ministre des Finances en poste pour avoir contenu la hausse des dépenses à 3,1 p. 100 cette année. Je laisse aux Canadiens le soin de dire qui sont les farceurs et qui sont ceux qui relanceront l'économie et la création d'emplois.

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, je félicite le député de Calgary-Sud-Est pour son allocution d'aujourd'hui. J'ai écouté ses observations avec beaucoup d'étonnement.